

MÉTHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	×
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés dans les sites de déplacement et dans ou les communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM). Ce rapport synthétique présente les résultats de l'évaluation menée du 17 au 23 Mars 2021 dans le territoire de Beni

DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT

	49 858 INDIVIDUS DÉPLACÉS		16 535 HOMMES DÉPLACÉS
	9 879 MÉNAGES DÉPLACÉS		ATTAQUES DE GROUPES ARMÉS
	33 323 FEMMES DÉPLACÉS		09 Mars 2021 à nos jours

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	NORD KIVU
TERRITOIRE	BENI
AXE	BENI VILLE et BENI OICHA
LOCALITÉ	MBAU, OICHA, ERINGETI
COMMUNE	MULEKERA, BUNGULU, RWENZORI, BEU

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

ZONE ÉVALUÉE	MÉNAGE	INDIVIDU	HOMME	FEMME	< 5 ANS	LOCALISATION
COM. MULEKERA	2624	13120	4090	9030	4090	0.5130633,29.4679466
COM. BUNGULU	515	2575	740	1835	740	0.4949964,29.4650083
COM. RWENZORI	1260	6300	2300	4000	2300	0.4937796,29.4814243
COM. BEU	640	3200	1300	1900	1300	0.4795292,29.4491185
LOC. MAVIVI	1025	5125	1615	3510	1615	0.5902153,29.4889423
LOC. MBAU	1939	9695	2935	6760	2935	0.6491973,29.4994689
LOC. OICHA	721	4218	1305	2913	1305	0.6962858,29.5174388
LOC. ERINGETI	1155	5625	2250	3375	4038	0.8510804,29.6118757

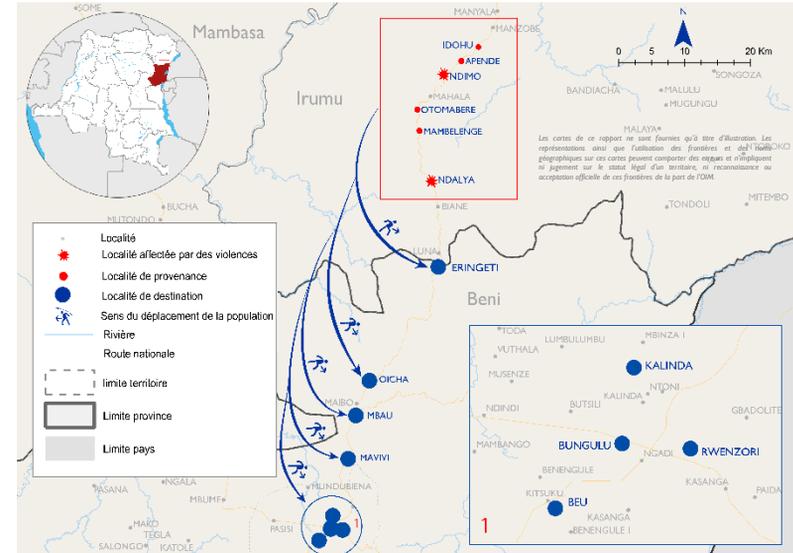
RÉSUMÉ DE L'ALERTE # 3827, 3828, 3829, 3830 Ehtools

Depuis le 10 mars 2021, des déplacements de populations en provenance des villages NDIMO, MAMBELENGA, OTOMABER, APENDE, NDALYA, IDOU, KALALANGWE, MUTSILIPI, KALEMIA, NDALYA, KOTO, KASOKO KISALABA, MAKSABO, MABULE situés dans la chefferie de Walese Vonkutu, groupements de Bandavillemba, territoire d'Irumu, province d'Ituri ont été reportés suite à des incursions d'hommes armés assimilés aux ADF dans les localités de NDIMO, MABASA et NDALYA situées le long de la route Komanda-Beni. Ces incursions, attribuées aux présumés ADF, ont causé d'importantes pertes de biens personnels et en vies humaines. La majorité des personnes déplacées a trouvé refuge dans les communautés d'accueil de quatre (4) communes de la ville de BENI, nommées MALEKERA, BUNGULU, RWENZORI, BEU ainsi que dans les familles d'accueil, églises et écoles des localités de MAVIVI, MBAU, OICHA et ERINGETI dans le territoire de Beni.

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

1 MOYEN FINANCIER	2 SANTÉ	3 EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT	4 ÉDUCATION	5 AMES

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT



POPULATION EN DÉPLACEMENT DE LA PROVINCE DE LITURI VERS LE TERRITOIRE DE BENI AU MOMENT DES ÉVALUATIONS
ETT BENI © IOM 2021

OBSERVATIONS & ANALYSES

	Les déplacés se trouvent pour la grande majorité dans des localités où se trouvaient déjà des populations déplacées qui n'ont jusqu'à ce jour reçu aucune assistance humanitaire. La majorité des nouveaux arrivés est hébergée dans des maisons dans la communauté d'accueil et quelques ménages occupent les écoles et églises ; notamment, l'EP . VIRUNGU, EP. MAMBOLYO, EP. MAPAMBAZUKO, EP. MAKEUSA, EP. LUKOLO et l'église TICHEMUTCHEMU de la ville de BENI et l'EP APENDE, EP MWANGAZA, EP. MASOSI et l'institut MABALAKO sur l'axe Beni OICHA. Au moment du déplacement, la quasi-totalité des ménages déplacés a été contrainte d'abandonner leurs biens dans les villages de départ. La crise étant encore en cours, les localités enquêtées continuent d'accueillir des déplacés. Il a été rapporté qu'environ une vingtaine de déplacés arriverait chaque jour dans chaque localité.	
	Les personnels de santé et de nutrition des quatre (4) communes de la ville de Beni et des villages évalués ont signalé 871 cas de malnutrition parmi lesquels 129 cas de malnutrition aiguë sévère chez les filles de moins de deux (2) ans, 61 cas chez les filles de plus de deux (2) ans, 75 cas chez les garçons de moins de deux (2) ans, 51 cas chez les garçons de plus de deux (2) ans et 43 cas parmi les femmes enceintes. Quant à la nutrition, 100 cas de malnutrition aiguë modérée chez les filles de moins de deux (2) ans, 86 cas chez les filles de plus de deux (2) ans, 66 cas chez les garçons de moins de deux (2) ans, 46 cas chez les garçons de plus de deux (2) ans et 51 cas parmi les femmes enceintes. Les maladies les plus courantes diagnostiquées auprès de la population nouvellement déplacée sont : le paludisme (2792 cas confirmés et 2737 cas suspects) ; les cas d'infections respiratoires aiguës ; les cas typhoïde (484) et les cas de diarrhée aiguë (484). Bien qu'il y ait assez de structures sanitaires pour répondre aux besoins de la population déplacée dans les zones évaluées, l'accès aux soins de santé s'avère difficile. Les populations déplacées n'ont pas assez de moyens financiers pour leurs prises en charge médicales et les médicaments ne sont pas disponibles en quantité suffisante dans les centres de santé.	
	Ces vagues de populations déplacées bien qu'un grand nombre, sont sous le poids de sérieux actes d'insécurité notamment de banditisme et criminalité que connaissent la ville de Beni et ses environs. À cet effet et aussi pour répondre au conflit foncier, une cellule de médiation communautaire « harki na Amani » à laquelle les ménages affectés puissent se référer, été mis en place en avec l'appui des organisations non gouvernementales des droits de l'homme qui interviennent dans la résolution des conflits intercommunautaires. Bien que les membres de la communauté d'accueil soient jusqu'à présent ouverts à recevoir cette population déplacée en grand nombre, il est à noter des débuts de tensions liées à la cohabitation. En effet, il s'observe des problèmes liés à l'augmentation de coût de loyer suite à ce mouvement de population, des problèmes d'occupation et vente illégale de parcelles, ainsi que les menaces d'expulsion de certains locataires ayant hébergé des PDI. Des enfants non accompagnés (ENA) ont été signalé par les informateurs clés dont 100 à Oicha, 22 à Mauvivi, 8 à Eregeti et un nombre non encore défini dans la ville de Beni ainsi à Mbaou.	

	Bien qu'une bonne partie de la population déplacée soit hébergée par les ménages dans les maisons de la communauté d'accueil et dans les centres collectifs (école, église), il est important de noter que beaucoup parmi les nouveaux arrivés, continuent de dormir à la belle étoile.	
	Les informateurs clés en éducation signalent que la plupart des écoles sont utilisées comme abris pour les populations nouvellement déplacées. Bien que l'occupation des écoles ne contrarie pas leur fonctionnement pendant la journée, les informateurs déplorent la destruction des pupitres dont les bois sont utilisés pour le chauffage. La synergie étatique en charge du mouvement de population et les autorités éducatives locales signalent 9 530 enfants déplacés inscrits dans les différentes écoles des communes évaluées. Avec l'arrivée des nouveaux élèves, les écoles des localités évaluées vont faire face à un manque de matériels d'apprentissage pour les élèves, de matériels pédagogiques pour les enseignants et d'équipements pour les salles. Toutefois, il est à noter que les enseignants sont qualifiés et que le ratio professeur-élèves reste acceptable. Pour répondre efficacement à ces vagues d'inscription, les informateurs ont rapporté un besoin de 5396 pupitres, 283 nouvelles salles de classe, 373 latrines scolaires et 542 points de lavages de mains scolaires.	
	Dans la ville de Beni et dans les localités évaluées, des sources d'eau potable fonctionnelles ont été reportés (2792 robinets privés, 209 robinets publics, 54 puits sans pompe ou forage, 1577 puits à pompe ou forage, 150 sources d'eau naturelle aménagées et 86 non aménagées). Ces infrastructures en eau permettent de desservir plus de la moitié de la population nouvellement déplacée. Le principal problème demeure le coût élevé de l'eau, le manque de récipients pour stocker l'eau et l'insécurité qui limite l'accès à ces points d'eau aux heures nocturnes. Dans la localité de MAVIVI, le problème d'accès à l'eau se pose avec acuité vu que seulement une minorité de ménages déplacés dans cette localité ont accès à une source d'eau améliorée potable. Seule une minorité des PDI ont accès à un système de lavage des mains, tandis que plus de la moitié dispose de savons pour se laver les mains et un peu moins de la moitié se lave plusieurs fois avec du savon par jour. Une grande majorité des ménages déplacés ont accès à des installations sanitaires non améliorées, et on peut constater qu'une minorité pratique la défécation à l'air libre parmi les nouveaux arrivés. Parmi les ménages déplacés qui se sont installés dans les 4 communes de Beni et des villages évalués, plus de la moitié a accès à des installations sanitaires et les partage avec moins de quatre ménages. Parmi les problèmes rapportés liés aux installations sanitaires, on peut observer la non-séparation des installations sanitaires entre hommes et femmes, l'eau stagnante, la non-fonctionnalité des toilettes et/ou construction incomplètes. La présence de défécations humaine dans certaines parcelles, de déchets solides domestiques et de déchets organiques en décomposition est constatée et déplorée par les communautés d'accueil.	